N° 1448. DIMANCHE 9 JUIN 1867 11me année.

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT : Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50 — » » six mois 14 » » — » » un an 25 » »

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, rue du Vieil-Abreuvoir, 25 (coin de la rue Nain).

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées *avant midi* le jour de la publication.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE-BULLIER et Cie, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLIER et Cie pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

L'imprimerie et les bureaux du JOURNAL DE ROUBAIX sont transférés rue du Vieil-Abreuvoir, 25, (coin de la rue Nain).

Roubaix, 8 Juin 1867.

BULLETIN.

Tous les honnêtes gens réprouveront l'horrible attentat commis contre la personne du Czar. Loin de nous, la pensée de faire remonter jusqu'à une nationalité quelconque la lourde responsabilité d'un tel forfait. Heureusement pour nous, l'assassin n'est pas français, mais nous n'avons pas besoin d'attendre que son malheureux pays l'ait répudié, pour laisser au coupable tout l'odieux de son crime. Lui et ses pareils n'ont point de patrie, car la seule chose qu'ils semblent ambitionner, c'est d'aggraver encore la situation des sociétés dont ils sont les indignes fils. De leur mère, ils ne savent être que l'impitoyable bâtau. Nous ne voulons nous appesantir, aujourd'hui, que sur les vives aspirations d'entente, de concorde et de paix qui ont jaillit spontanément de tous les cœurs français et étrangers, à la première nouvelle de l'attentat qui venait de s'accomplir. La capitale de la France qui est un peu, en ce moment, celle du monde entier, a mêlé aussitôt à ses sentiments d'honneur, l'expression unanime du désir d'un concert sincère entre tous les grands pays de l'Europe. Quand notre continent est si cruellement éprouvé par des tentatives insensées, le premier devoir des peuples et des gouvernements n'est-il point de se rallier contre un ennemi commun bien autrement redoutable que tel ou tel incident relatif à des griefs secondaires ?

La *Patrie* dit que les négociations sur la question candiote sont entrées dans la voie d'une entente générale des grandes puissances.

L'Empereur Napoléon a proposé une enquête qui serait faite par une commission internationale sur les dispositions et les griefs des chrétiens.

La *Patrie* espère que les cabinets accepteront cette proposition. L'Autriche et l'Angleterre montrent des dispositions favorables.

Malgré la mort tragique de la jeune archiduchesse Malthide, le couronnement de François-Joseph aura lieu à Pesth, aujourd'hui samedi. Mais au dire de l'*Abenpost*, feuille officielle de Vienne, toutes les fêtes seront supprimées.

Le même journal répète que jusqu'ici les bruits relatifs à la triste péripétie qui serait survenue au Mexique, et dont l'empereur Maximilien aurait été la victime, ne sont confirmés par aucune dépêche du ministre d'Autriche à Washington. A l'entendre, l'absence de nouvelles autorise à nourrir l'espoir que ce triste événement n'a pas eu lieu.

D'autre part, la *France* publie les lignes suivantes :

« Tous les renseignements que nous avons pu recueillir aux sources les plus autorisées confirment les espérances que nous avons exprimées depuis quelques jours sur le sort de l'empereur Maximilien. Ils s'accordent à annoncer la capture du courageux et infortuné souverain, et aucun ne donne lieu de penser que les juaristes aient accompli l'attentat que certaines dépêches américaines pouvaient faire redouter. »

J. REBOUX.

Attentat contre la vie du Czar.

Notre correspondant de Paris nous écrit :

Une foule compacte revenait de Longchamp, après avoir vu l'Empereur et ses augustes hôtes traverser le bois de Boulogne pour rentrer aux Tuileries, quand à la porte Rossini, se dirigeant vers Passy, elle put apercevoir une nombreuse escorte entourant une voiture de la Compagnie impériale, emportée au galop de ses deux petits chevaux bretons, contenant dans l'intérieur cinq personnes parmi lesquels on crut voir le préfet de police, et surchargée de quatre ou cinq sergents de ville. Une calèche suivait, contenant encore des sergents de ville. Je me trouvais parmi cette foule ; à la vue de cette voiture ainsi escortée, à la grande surprise de la foule, il vint immédiatement à l'esprit de la plupart des assistants que quelque événement extraordinaire venait de se passer.

Un instant après, on sut par des témoins oculaires les détails de l'attentat. La voiture de l'Empereur dans laquelle se trouvaient le Czar et ses deux fils, venait d'entrer dans le chemin un peu étroit qui aboutit à l'extrémité de la plaine, près de la grande cascade ; elle n'avançait que lentement, quand un individu en blouse blanche s'approcha et tira un coup de pistolet : il était à gauche de la voiture du côté où était assis l'Empereur Napoléon. Quelques-uns affirmaient que l'assassin, en faisant feu, poussa le cri de *Vive la Pologne*. D'autres qui se trouvaient à dix pas assurent qu'il ne prononça pas une parole. Il y eut comme un saisissement général. L'Empereur se leva de sa place : « Le misérable ! dit-il ; arrêtez-le. » La foule put voir alors que ni les Empereurs, ni les princes n'étaient blessés et d'énergiques acclamations retentirent. Le roi de Prusse qui était dans la seconde voiture avec l'Impératrice se dressa debout pour voir se qui se passait. La voiture de l'Empereur ne s'était pas arrêtée, et les autres retardées un instant dans leur marche ne tardèrent pas à la rejoindre. On ne s'expliqua qu'ensuite pourquoi en traversant le bois de Boulogne, au Rond-point, où la foule était compacte, les deux Empereurs avaient l'air quelque peu froid et soucieux. On dit que quand l'Empereur Napoléon se leva pour désigner l'assassin, sa physionomie exprimait la plus énergique indignation ; on comprenait qu'il était plus irrité que si l'attentat avait été dirigé contre lui-même ; la balle avait dû passer à quelques centimètres de sa tête. Le Czar resta froid et calme.

C'était bien en effet contre le Czar que l'assassin avait dirigé son arme. Le pistolet éclata sans doute à cause d'une charge trop forte et lui emporta trois doigts. Un capitaine de la garde de Paris qui se trouvait derrière lui, le saisit, la foule se jeta sur lui et il eût peut-être été tué sur place sans l'intervention de la police qui s'en empara sans qu'il fît de résistance.

Ces mots : « On vient de tirer sur l'Empereur, étaient répétés une demi-heure après dans tout le bois de Boulogne et aux alentours, et des milliers de voix répondaient : « Pourvu que ce ne soit pas un Français ! » Cette préoccupation était générale. On disait bien que c'était un ouvrier polonais, mais on n'en était pas certain. La conscience publique fut soulagée d'un lourd poids, quand il fut connu que l'auteur de l'attentat était un ouvrier mécanicien, né en Volhynie et nommé Bereyowski. (La Volhynie faisait avant 1793, partie du royaume de Pologne.)

Conduit à la préfecture de police, il a répondu avec sang-froid à un premier interrogatoire ; déclarant qu'il avait voulu atteindre le Czar et non pas l'Empereur Napoléon, qu'il n'avait communiqué son projet à personne et qu'il n'avait pas de complices. Quelques-uns prétendaient cependant [avoir entendu sous des taillis retentir un et même plusieurs coups de feu.

Je ne fais que reproduire ici des renseignements recueillis partout et que je vous donne sous toutes réserves.

C. CAHOT.

Nous lisons dans la *Correspondance Havas :*

Les détails abondent sur les incidents qui ont accompagné et suivi l'attentat du bois de Boulogne, ainsi que sur l'auteur de cette tentative abominable. Parmi ces détails, il doit il y en avoir évidemment de faux ; cependant nous croyons devoir reproduire ceux qui nous paraissent puisés aux sources les plus sérieuses.

L'accusé, qui est né en Volhynie, a quitté son pays natal il y a deux ans. Il avait 18 ans. Il s'est rendu en France, où il a appris bientôt le métier d'ajusteur mécanicien. Il a été ouvrier, chez MM. Gouin et Cie et dans les ateliers de MM. Cail et Cie.

Il a quitté son dernier atelier le 4 mai et a déclaré avoir vécu depuis lors de ses économies, augmentées de ses subsides — 35 fr. par mois — qu'il recevait du gouvernement français comme réfugié polonais.

Pourquoi avait-il cessé de travailler ? Bereyowski ne l'explique pas. Comment et à quel moment l'idée lui est-elle venue de tirer sur l'Empereur de Russie ? « — En y pensant, a-t-il répondu, depuis le jour où j'ai appris que le Czar devait visiter Paris. »

Son premier projet a été de commettre son crime dans la soirée de mardi, à la représentation de l'Opéra.

Mais il n'avait pris aucune disposition. Il s'est rendu seulement le soir sur les boulevards et la rue Lepelletier. Au coin de cette rue, il était au premier rang des curieux. Il a vu le Czar et il pretend qu'Alexandre l'a reconnu comme étant Polonais. Il a entendu les cris proférés de *Vive la Pologne* ! Mais il ne s'y est point associé. Dès ce moment toutefois, il était décidé à attenter à la vie du Czar.

Dans la matinée du lendemain mercredi, il s'est rendu au boulevard Sébastopol, chez un armurier, et a marchandé des pistolets à deux coups. Plusieurs lui ayant été montrés du prix de 8 francs, il a demandé s'ils étaient bons et solides. — Oui, lui a dit le marchand, mais en voici un qui a été éprouvé. Donnez-le moi. Il vaut 9 francs. Je le prends alors, puisqu'il est meilleur !

Bereyowski a payé, et dit être rentré chez lui pour charger ses armes. Le soir, il a cru remarquer que les balles qui lui avait été remises par l'armurier, jouaient trop dans les deux canons, et il a essayé d'en fondre d'autres.

« — Je songeais, a-t-il dit, à tirer sur l'Empereur à son arrivée à la revue. Mais je ne savais pas exactement la route qu'il devait prendre, n'ai pu me trouver au passage de sa voiture. »

Après la revue il avait appris que le cortége impérial reviendrait par la Cascade ; il s'est tenu au premier rang des curieux, à l'angle des deux routes. Au moment où la voiture, occupée par l'Empereur Napoléon, l'Empereur Alexandre et les deux grands-ducs, passait devant lui, il est sorti des rangs de la foule, tenant son pistolet des deux mains, les deux index accrochés aux deux détentes. C'est alors que M. Raimbaux, écuyer de service, voyant un homme les bras en l'air, courir à la voiture, a cru que cet homme voulait jeter quelque pétition, a piqué son cheval, qui a fait un bond dans la direction de l'assassin, et, juste au moment où la tête du cheval touchait Bereyowski, celui-ci lâchait les deux detentes. Une détonation assez forte retentit. Le cheval de M. Raimbeaux, frappé à la tête, se câbra, en se secouant vivement et le sang de l'animal jaillit dans la voiture.

L'Empereur Napoléon apercevant le jeune prince Wladimir couvert de sang, se pencha vers lui vivement, en lui disant : — « Prince, vous êtes couvert de sang, vous êtes blessé ? — Non, sire ; mais vous-même ? » — Et en effet, l'uniforme de l'Empereur était également tâché de sang, ainsi que ceux du Czar et du Czarewitch. Chacun des augustes personnages remarqua alors que le sang avait rejailli dans toute la voiture, mais qu'aucun d'eux n'était blessé. La Providence avait permis que personne ne fut touché, ni l'Empereur Alexandre, ni les jeunes grands-ducs, ni l'Empereur Napoléon, qui, conservant le plus admirable sang-froid, se leva dans la voiture, et dit : « Messieurs, personne n'est blessé. »

Non moins calme que l'Empereur Napoléon, l'Empereur Alexandre a dit : « Eh bien ! Sire, nous avons vu le feu ensemble. »

Cependant la foule, exaspérée au-delà de toute expression, par cet abominable attentat, voulait faire sur place justice de l'assassin, à qui toute issue pour fuir était coupée, lorsque, en un clin d'œil, la force publique entoura ce misérable. Pour le protéger, il fallut que les sergents de ville missent l'épée à la main. Une voiture, immédiatement requise reçut l'assassin. Deux agents y montèrent avec lui, et, sous l'escorte d'un peloton de la garde de Paris, il fut conduit à la préfecture de police. Il était alors cinq heures et demie.

On a dit qu'une des balles avait blessé légèrement une dame. Quelques personnes croient que la coiffure seule de cette dame a souffert. Cette dame était placée de l'autre côté de la voiture.

—

Aussitôt après l'arrivée à la préfecture, les premières questions posées à Berowski ont eu trait à sa nationalité. Il a dit aussitôt d'un accent très-calme qu'il était Polonais, et il a fait connaître sans hésitation le lieu de sa naissance et son âge.

— Comment, lui a-t-on dit, avez-vous pu tirer sur un souverain qui était l'hôte de la France, l'hôte de l'Empereur, du Gouvernement qui vous a accueilli, protégé, nourri ?

— Oui, c'est vrai, a répondu Bereyowski, « j'ai commis un grand crime contre la France ! »

Et il a fondu en larmes.

L'interrogatoire ayant repris, on lui a dit :

— Mais en tirant sur le Czar, vous risquiez de tuer l'Empereur Napoléon ?

— Oh ! non ; la balle d'un Polonais ne pouvait s'égarer, elle devait aller droit au Czar ! Je voulais délivrer le monde et l'Empereur Alexandre lui-même des remords qui doivent l'accabler.

Et après cette réponse, Bereyowski a longtemps gardé le silence.

Indépendamment des principaux représentants de l'autorité judiciaire qui se rendait hier, dans l'après-midi, un Palais de Justice, S. Exc. M. Rouher, ministre d'Etat, qui, à la nouvelle de l'événement, se trouvait aux Tuileries, pour y recevoir l'Empereur et prendre les ordres de Sa Majesté, est venu au Palais adresser plusieurs questions à Bereyowski.

Le comte Schoualoff s'était également rendu au Palais de Justice ; mais par un scrupule exagéré peut-être, mais respectable, ce fonctionnaire n'avait pas cru devoir demander à voir et à interroger l'assassin. S. E. M. Rouher a invité au contraire le comte Schoualoff à recueillir lui-même les premiers aveux de Bereyowski.

Le fonctionnaire russe a posé de nombreuses questions à l'assassin, en langues polonaise et française, sur sa famille et ses antécédents. Bereyowski, après avoir fait connaître qu'à 16 ans il avait pris le mousquet insurrectionnel, a assuré que, depuis deux ans, il avait quitté le foyer de sa famille.

— N'êtes-vous pas resté, lui a-t-on demandé, en correspondance avec votre père ?

— Non ; je ne lui ai jamais écrit, et quand j'ai quitté mon père, il m'a dit que « si j'entrais dans la révolution, il me maudirait ! »

Bereyowski, dont toutes les affirmations seront naturellement contrôlées, a déclaré à plusieurs reprises et avec un très-grand sang-froid, qu'il n'avait fait part de son projet à personne, « de peur d'être trahi. »

L'assassin a été l'objet d'un premier pansement. Sa main gauche, enveloppée de charpie, reste baignée dans un bassin dont l'eau est renouvelée d'heure en heure. Il est calme et fait preuve d'une grande intelligence. Il a signé tous les procès-verbaux d'interrogatoire, en les relisant avec soin, et il n'est pas jusqu'à la cédule attestant que le pistolet est bien l'arme dont il s'est servi qu'il n'ait voulu relire, et dont il n'ait fait modifier l'inscription. Les mots « retrouvés sur le lieu du crime » ont été scrutés par Bereyowski qui a demandé si le mot *ramassé* n'était pas plus exact. L'arme est brisée près de la culasse. Dans un des canons, on a retrouvé une des balles qui n'a pu partir.

—

Un témoin oculaire raconte ainsi les incidents de l'attentat : « Au moment où la voiture de l'Empereur tournait à droite de la cascade, à l'endroit où le petit chemin se rétrécit, un coup de feu se fit entendre. On crut d'abord que c'était le tir aux pigeons placé de ce côté ; mais voici ce qui venait de se passer : Un jeune homme s'était approché à cinq pas de la voiture qui ramenait de la revue l'Empereur Alexandre, l'Empereur Napoléon, le Grand-Duc héritier et le Grand-Duc Wladimir, et avait déchargé un pistolet. Ce qui a empêché cet homme de s'approcher encore plus près, c'est que l'écuyer de service à la portière, M. Raimbeau, voyant sans doute la tentative que cet homme faisait pour l'approcher, serra immédiatement son cheval contre la voiture.

La personne qui s'est jetée sur l'assassin en le protégeant de son corps et en disant : — Il faut que cet homme parle ! il appartient à la loi, — n'a pu préserver Bereywski de l'indignation populaire qu'en exibant sa qualité. C'est M. Allemand, colonel de la gendarmerie de Chartres.

—

Les traits de Bereywski présentent, dit-on, le type le plus habituel des individus de son pays. Il est blond, il a le nez un peu retroussé, les narines mobiles. Il a de petites moustaches, et très peu de barbe. Sa taille est ordinaire ; il s'exprime assez bien en français.

—

Une importante cérémonie s'est accomplie aujourd'hui à une heure. La chapelle de l'église russe de la Croix était splendidement décorée, en l'honeur du *Te Deum* solennel d'actions de grâces qui devait être chanté. Bien avant l'heure fixée, des groupes nombreux stationnaient sur les boulevards avoisinant la rue de la Croix.

Les dames de la plus haute noblesse russe se pressaient dans l'enceinte extérieure de l'église. Successivement sont arrivés les ambassadeurs de Russie, d'Angleterre, de Prusse, les notabilités de la diplomatie, de l'armée, des généraux-russes en uniforme. A 1 heure environ, une voiture découverte amenait le czar avec la grand'duchesse Marie et les deux czarewitzs. Alexandre II, comme ses fils, était en simple redingote noire A se moment s'est passée une scène qui restera longtemps dans la mémoire de ceux qui ont été les témoins. Des acclamations énergiques se sont échappées de toutes les poitrines : le czar s'est arrêté un moment au bas des marches de pierre, a salué la foule qui l'enveloppait et a gravi lentement les degrés de l'église.

Un instant après, Napoléon III et l'Impératrice arrivaient de leur côté dans les voitures de gala de la cour. S. M. portait sur son uniforme le grand cordon de Sainte-Anne. Des acclamations unanimes ont accueilli les souverains Le roi de Prusse suivait, à quelques pas, LL. MM. II. Frédéric Guillaume était en habit de ville. Le *Te Deum* a été chanté immédiatement.

—

La *Patrie* contient dès ce soir une protestation du général polonais Zamoyski contre l'attentat, cet attentat ayant « causé une vive émotion parmi ses compatriotes et plusieurs d'entre eux lui ayant témoigné le désir de le voir, en l'absence du prince Czartorisky, proclamer sans délai la douleur et la profonde indignation que cet attentat lui inspire ! »

Le *Temps* publie également une protestation des professeurs de l'Ecole polonai-